

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29046]

29 JANVIER 2015. — Décret visant à ajouter une augmentation intercalaire aux membres du personnel enseignant et assimilé ainsi qu'aux membres du personnel technique des Centre psycho-médico-sociaux et aux inspecteurs généraux et inspecteurs généraux coordonnateurs toujours en service à 61 ans et une deuxième augmentation aux membres du personnel toujours en service à 62 ans (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article *2bis* de l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1^{er} janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans. »

Art. 2. Dans le même arrêté est inséré un article *2ter* rédigé comme suit :

« Article *2ter*. A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1^{er} de l'article *2bis*, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article *2bis*, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 3. L'article *2bis* de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1^{er} janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans. »

Art. 4. Dans le même arrêté est inséré un article *2ter* rédigé comme suit :

« Article *2ter*. A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1^{er} de l'article *2bis*, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article *2bis*, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 5. L'article *2bis* de l'arrêté royal du 9 novembre 1978 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles de traitements des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'enseignement artistique de plein exercice de l'Etat, relevant du Ministre de la Culture néerlandaise et du Ministre de la Culture française, ainsi que des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement artistique est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1^{er} janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans. »

Art. 6. Dans le même arrêté est inséré un article *2ter* rédigé comme suit :

« Article *2ter*. A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1^{er} de l'article *2bis*, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article *2bis*, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 7. L'article *2bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1^{er} janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans. »

Art. 8. Dans le même arrêté est inséré un article *2ter* rédigé comme suit :

« Article *2ter*. A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1^{er} de l'article *2bis*, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article 2bis, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 9. L'article 1^{er}bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1^{er} janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans. »

Art. 10. Dans le même arrêté est inséré un article 1^{ter} rédigé comme suit :

« Article 1^{ter}. A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1^{er} de l'article 2bis, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article 2bis, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 11. L'article 96bis du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, inséré par le décret du 11 avril 2014, est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1^{er} janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans. »

Art. 12. Dans le même décret est inséré un article 96^{ter} rédigé comme suit :

« Article 96^{ter}. A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1^{er} de l'article 2bis, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1^{er} janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article 96bis, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement. »

Art. 13. La Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance, le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances sont respectivement chargés de l'exécution du présent décret.

Art. 14. Le présent décret sort ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

(1) Session 2014-2015.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 63-1. — Rapport, n°63-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 janvier 2015.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29046]

29 JANUARI 2015. — Decreet dat erop gericht is een tussentijdse verhoging toe te voegen voor de leden van het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel alsook voor de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra en voor de inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteurs-generaal die steeds in dienst zijn op 61-jarige leeftijd en een tweede verhoging voor de personeelsleden die nog in dienst zijn op 62-jarige leeftijd (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2*bis* van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, wordt aangevuld als volgt :

« Het eerste lid en het tweede lid zijn niet van toepassing op het personeelslid dat, op de datum van 1 januari 2015, respectievelijk de leeftijd van 57 jaar of 58 jaar niet bereikt heeft. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2*ter*. Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 61 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het eerste lid van artikel 2*bis* niet genoten heeft.

Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 62 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het tweede lid van artikel 2*bis* niet genoten heeft. »

Art. 3. Artikel 2*bis* van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, wordt aangevuld als volgt :

« Het eerste lid en het tweede lid zijn niet van toepassing op het personeelslid dat, op 1 januari 2015, respectievelijk de leeftijd van 57 jaar of 58 jaar niet bereikt heeft. »

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2*ter*. Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 61 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het eerste lid van artikel 2*bis* niet genoten heeft.

Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 62 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het tweede lid van artikel 2*bis* niet genoten heeft. »

Art. 5. Artikel 2*bis* van het koninklijk besluit van 9 november 1978 tot vaststelling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de rijksinrichtingen voor kunstonderwijs met volledig leerplan, ressorterend onder de Minister van Nederlandse Cultuur en de Minister van Franse Cultuur, alsmede van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor kunstonderwijs, wordt aangevuld als volgt :

« Het eerste lid en het tweede lid zijn niet van toepassing op het personeelslid dat, op 1 januari 2015, respectievelijk de leeftijd van 57 jaar of 58 jaar niet bereikt heeft. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2*ter*. Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 61 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het eerste lid van artikel 2*bis* niet genoten heeft. »

Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 62 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het tweede lid van artikel 2*bis* niet genoten heeft. »

Art. 7. Artikel 2*bis* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijzpersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs, met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld als volgt :

« Het eerste lid en het tweede lid zijn niet van toepassing op het personeelslid dat, op 1 januari 2015, respectievelijk de leeftijd van 57 jaar of 58 jaar niet bereikt heeft. »

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 2*ter*. Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 61 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het eerste lid van artikel 2*bis* niet genoten heeft.

Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 62 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het tweede lid van artikel 2bis niet genoten heeft. »

Art. 9. Artikel 1bis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld als volgt :

« Het eerste lid en het tweede lid zijn niet van toepassing op het personeelslid dat, op 1 januari 2015, respectievelijk de leeftijd van 57 jaar of 58 jaar niet bereikt heeft. »

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1ter. Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 61 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het eerste lid van artikel 2bis niet genoten heeft.

Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 62 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het tweede lid van artikel 2bis niet genoten heeft. »

Art. 11. Artikel 96bis van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, wordt aangevuld als volgt :

« Het eerste lid en het tweede lid zijn niet van toepassing op het personeelslid dat, op 1 januari 2015, respectievelijk de leeftijd van 57 jaar of 58 jaar niet bereikt heeft. »

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een artikel 96ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 96ter. Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 61 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het eerste lid van artikel 2bis niet genoten heeft.

Vanaf 1 januari 2015 wordt voor elk personeelslid in dienstactiviteit dat minstens 62 jaar oud is en dat het maximum van zijn weddeschaal geniet, de waarde van dat maximumbedrag vermeerderd met het dubbel van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat het personeelslid de tussentijdse verhoging bedoeld in het tweede lid van artikel 96bis niet genoten heeft. »

Art. 13. De Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind, de Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media, de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen, zijn respectievelijk belast met de uitvoering van dit decreet.

Art. 14. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 januari 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) Zitting 2014-2015.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 63-1. — Verslag nr. 63-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 januari 2015.